



CHAPITRE 52

LOI PROTÉGEANT LA PROVINCE CONTRE LA PROPAGANDE COMMUNISTE

CHAPTER 52

AN ACT TO PROTECT THE PROVINCE AGAINST COMMUNISTIC PROPAGANDA

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi concernant la propagande communiste*. 1 Geo. VI, c. 11, a. 1.

1. This act may be cited as *Act Respecting Communistic Propaganda*. 1 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Interpré-
tation:

2. Dans la présente loi les termes et expressions qui suivent ont la signification qui leur est ci-après donnée :

2. In this act the following terms and expressions shall have the meaning hereinafter given to them:

"Maison"; **1°** Le mot "maison" désigne tout bâtiment, abri, appentis, hangar ou autre construction, sous quelque nom qu'elle soit connue ou désignée, attachée au sol ou portable, érigée ou placée au-dessus ou au-dessous du sol, de façon permanente ou temporaire; et lorsqu'il s'agit d'une maison au sens du présent paragraphe située partie dans le territoire de la province et partie hors de ce territoire, le mot "maison" désigne la partie située dans le territoire de la province de Québec ;

1. The word "house" shall mean any building, shelter, penthouse, shed or other construction, under whatever name known or designated, attached to the ground or portable, erected or placed above or below ground, permanently or temporarily; and in the case of a house within the meaning of this paragraph situated partly in the territory of the Province and partly outside of such territory, the word "house" shall mean the portion situated within the territory of the Province of Quebec;

"Person-
ne";

2° Le mot "personne" signifie et comprend tout individu, corporation, société, raison sociale, fidéicommissaire, locataire, agent ou cessionnaire;

2. The word "person" shall mean and include any individual, corporation, association, partnership, firm, trustee, lessee, agent or assignee;

"Proprié-
taire";

3° Le mot "propriétaire" comprend aussi ses ayants droit. 1 Geo. VI, c. 11, a. 2.

3. The word "owner" shall also include his lawful representatives. 1 Geo. VI, c. 11, s. 2.

Usage de
maison
illégal.

3. Il est illégal pour toute personne qui possède ou occupe une maison dans la province de l'utiliser ou de permettre à une personne d'en faire usage pour propager le communisme ou le bolchévisme par quelque moyen que ce soit. 1 Geo. VI, c. 11, a. 3.

3. It shall be illegal for any person who possesses or occupies a house within the Province, to use it or allow any person to make use of it to propagate communism or bolshevism by any means whatsoever. 1 Geo. VI, c. 11, s. 3.

Fermeture
de mai-
sons.

4. Le procureur général, sur preuve satisfaisante d'une infraction à l'article 3, peut ordonner la fermeture de la maison pour toute fin quelconque, pendant une période n'excédant pas un an; l'ordre de fermeture doit être enregistré au bureau d'enregistrement de la division où est située cette maison, sur production d'une copie de cet ordre certifiée par le procureur général. 1 Geo. VI, c. 11, a. 4.

Enregis-
trement.

Exécution.

5. Tout agent de la paix est autorisé à exécuter cet ordre en se servant de l'aide nécessaire. 1 Geo. VI, c. 11, a. 5.

Revision
de l'ordre
de ferme-
ture.

6. En tout temps après l'émission d'un ordre en vertu de l'article 4, le propriétaire de la maison peut, par requête présentée à un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où est située la maison, faire reviser l'ordre en prouvant :

a) Qu'il était de bonne foi et qu'il ignorait que la maison fût employée en contravention à la présente loi; ou

b) Que cette maison n'a pas été ainsi employée durant les douze mois qui ont précédé l'émission de l'ordre.

Avis.

Un avis d'au moins six jours francs de l'endroit, de la date et de l'heure de la présentation de cette requête doit être signifié par huissier au procureur général. 1 Geo. VI, c. 11, a. 6.

Suspension
de l'ordre.

7. Dans le cas du paragraphe a de l'article 6, le juge peut ordonner la suspension de l'ordre, si le propriétaire donne en faveur de la couronne un cautionnement, que le juge détermine, garantissant que cette maison ne sera plus employée aux dites fins.

Enregis-
trement
radié.

Le registraire de la division d'enregistrement dans laquelle est située cette maison doit, sur réception d'une copie certifiée de l'ordonnance du juge, radier l'enregistrement de l'ordre de fermeture.

Remise en
vigueur de
l'ordre.

Le procureur général peut, en s'adressant à un juge de la Cour supérieure siégeant dans le même district et en prouvant que l'on fait usage de la maison contrairement à la présente loi, obtenir une

4. The Attorney-General, upon satisfactory proof that an infringement of section 3 has been committed, may order the closing of the house against its use for any purpose whatsoever for a period of not more than one year; the closing order shall be registered at the registry office of the registration division wherein is situated such house, upon production of a copy of such order certified by the Attorney-General. 1 Geo. VI, c. 11, s. 4.

Closing
order.

Registra-
tion.

5. Any peace officer is authorized to execute such order by availing himself of the necessary assistance. 1 Geo. VI, c. 11, s. 5.

Execution.

6. At any time after the issuing of an order in virtue of section 4, the owner of the house may, by petition to a judge of the Superior Court sitting in the district wherein such house is situated, have the order revised upon proving:

Revision
of order.

a. That he was in good faith and that he was in ignorance of the house being used in contravention of this act; or

b. That such house has not been so used during the twelve months preceding the issuing of the order.

A notice of at least six clear days of the place, date and time of the presentation of such petition must be served by bailiff upon the Attorney-General. 1 Geo. VI, c. 11, s. 6.

Notice.

7. In the case of sub-paragraph a of section 6, the judge may decree the suspension of the order, if the owner furnish in favour of the Crown such security as the judge may fix guaranteeing that such house will not be again used for such purposes.

Suspend-
ing of
order.

The registrar of the registration division in which such house is situated must, upon receipt of a certified copy of the decree of the judge, cancel the registration of the closing order.

Cancel-
ling regis-
tration.

The Attorney-General may upon application to a judge of the Superior Court sitting in the same district and upon proving that use is being made of the house in contravention of this act, obtain a new

Reestab-
lishing
closing
order.

nouvelle ordonnance remettant en vigueur l'ordre de fermeture. Le cautionnement devient exigible dès l'émission de cette ordonnance.

decree reëstablishing in force the closing order. The security shall be exigible immediately upon the issuing of such decree.

Disposi-
tions ap-
plicables.

La Loi des cautionnements dans les causes criminelles (chap. 26) s'applique au cautionnement visé par le présent article. 1 Geo. VI, c. 11, a. 7.

The Criminal Cases Recognizance Act (Chap. 26) shall apply to the security contemplated by this section. 1 Geo. VI, c. 11, s. 7. Provisions applicable.

Annula-
tion de
l'ordre.

8. Dans le cas du paragraphe *b* de l'article 6, le juge peut annuler l'ordre. Sur production d'une copie certifiée de l'ordonnance du juge, le registraire doit radier l'enregistrement de l'ordre de fermeture. 1 Geo. VI, c. 11, a. 8.

8. In the case of sub-paragraph *b* of section 6, the judge may cancel the order. Upon production of a certified copy of the decree of the judge, the registrar shall cancel the registration of the closing order. 1 Geo. VI, c. 11, s. 8. Cancelling order.

Jugement.

9. Tout jugement rendu en vertu des articles 7 et 8 est final et sans appel. 1 Geo. VI, c. 11, a. 9.

9. Any judgment rendered in virtue of sections 7 and 8 shall be final and without appeal. 1 Geo. VI, c. 11, s. 9. Judgment.

Protec-
tion de la
maison.

10. Le procureur général, en tout temps après l'émission d'un ordre de fermeture, peut permettre l'occupation de la maison aux conditions qu'il détermine, s'il juge cette occupation nécessaire à la protection de la propriété et des effets qu'elle contient. 1 Geo. VI, c. 11, a. 10.

10. The Attorney-General may, at any time after the issuing of a closing order, permit the occupation of the house on such conditions as he may determine, if it appears to him that such occupation be necessary for the protection of the property and the effects therein contained. 1 Geo. VI, c. 11, s. 10. Protection of house.

Révoca-
tion de
l'ordre.

11. Le procureur général peut en tout temps révoquer l'ordre de fermeture et en faire radier l'enregistrement, par avis au registraire. 1 Geo. VI, c. 11, a. 11.

11. The Attorney-General may at any time revoke a closing order and have the registration thereof cancelled by notice to the registrar. 1 Geo. VI, c. 11, s. 11. Revok-
ing clos-
ing order.

Publica-
tions in-
terdites.

12. Il est illégal d'imprimer, de publier de quelque façon que ce soit ou de distribuer dans la province un journal, une revue, un pamphlet, une circulaire, un document ou un écrit quelconque propagant ou tendant à propager le communisme ou le bolchévisme. 1 Geo. VI, c. 11, a. 12.

12. It shall be unlawful to print, to publish in any manner whatsoever or to distribute in the Province any newspaper, periodical, pamphlet, circular, document or writing whatsoever propagating or tending to propagate communism or bolshevism. 1 Geo. VI, c. 11, s. 12. Unlawful publication.

Peines.

13. Quiconque commet une infraction à l'article 12 ou y participe est passible d'un emprisonnement d'au moins trois mois et d'au plus douze mois, en outre des dépens de la poursuite, et à défaut de paiement des dépens, d'un emprisonnement additionnel d'un mois.

13. Any person infringing or participating in the infringement of section 12 shall be liable to an imprisonment of not less than three months nor more than twelve months, in addition to the costs of prosecution, and, in default of payment of such costs, to an additional imprisonment of one month. Penalty.

Disposi-
tions ap-
plicables.

La première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29)

Part I of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29) shall apply to prosecu- Provisions applicable.

s'applique aux poursuites intentées pour infractions à l'article 12. 1 Geo. VI, c. 11, s. 13.

Saisie et
confisca-
tion.

14. Tout constable ou agent de la paix peut, sur instructions du procureur général, de son substitut ou d'une personne spécialement autorisée par lui à cette fin, saisir et confisquer tel journal, revue, pamphlet, circulaire, document ou écrit quelconque imprimé, publié ou distribué en contravention à l'article 12, et le procureur général peut en ordonner la destruction. 1 Geo. VI, c. 11, a. 14.

14. Any constable or peace officer, upon instructions of the Attorney-General, of his substitute or of a person specially authorized by him for the purpose, may seize and confiscate any newspaper, periodical, pamphlet, circular, document or writing whatsoever, printed, published or distributed in contravention of section 12, and the Attorney-General may order the destroying thereof. 1 Geo. VI, c. 11, s. 14.